

vernement présent de Tito fût installé, il commença à rivaliser en brutalité et en terreur avec tous les autres régimes policiers de l'Europe orientale. Les correspondants relaient qu'une atmosphère de terreur régnait dans la capitale et que la redoutable police secrète, la OZNA, opérait partout. Tito imite la Russie stalinienne jusqu'à copier les uniformes élégants des bureaucrates du Kremlin et charge sa tunique militaire d'innombrables et miroitantes médailles. Le caractère totalement réactionnaire du stalinisme est démasqué par la nécessité où il se trouve d'instaurer une dictature policière en Yougoslavie — pays où il jouissait d'une popularité et d'un appui immenses. Ce développement ne peut être expliqué uniquement par les terribles dislocations économiques. Il a sa raison d'être, sans aucun doute, dans les besoins jumeaux de Tito, non seulement de supprimer les vieilles classes contre-révolutionnaires, mais en même temps de tenir la classe ouvrière d'une main de fer, et d'empêcher son entrée en action en tant que force indépendante non bureaucratifiée — donc antistalinienne.

Comme ce fut le cas dans d'autres pays, l'Angleterre et les Etats-Unis essayèrent d'obtenir un « élargissement » du régime de Tito afin de renforcer les éléments capitalistes à l'intérieur de la Yougoslavie. La conférence de Yalta préconisa à cette fin la formation d'un nouveau gouvernement, sur la base de l'accord de Moscou, entre Tito et le doc-

teur Subasitch, chef du gouvernement yougoslave exilé de Londres. Mais ce mariage forcé ne s'avéra pas plus heureux que celui de la Pologne. Subasitch et ses partisans devaient bien vite entrer en conflit aigu avec le gouvernement de Tito. Finalement, le docteur Milan Grol, le leader serbe, démissionna avec éclat, et la démission de Subasitch du ministère des Affaires étrangères suivit, le 11 octobre 1945. Sur ce, l'opposition entière décida de boycotter les élections projetées. La Yougoslavie, dans son administration politique actuelle, est essentiellement semblable à la Russie stalinienne : un régime policier dirigé par un chef individuel ; une armée, une police secrète, menées par les staliens, une presse et un système d'éducation totalitaires.

Nous trouvons ainsi d'un bout à l'autre de l'Europe orientale une image politique semblable : l'établissement, à la « libération ou bientôt après, d'un régime de coalition avec une participation importante des staliens. Cette coalition large est bientôt rétrécie au point où elle devient purement et simplement une façade pour des gouvernements policiers essentiellement dominés par les staliens (la Finlande est un cas spécial et se trouve en dehors du cadre de cette étude). On ne peut parler de vrais régimes de coalition que pour la Tchécoslovaquie et la Hongrie, où ils jouissent encore, dans une certaine mesure, de l'appui populaire.

Le plan magistral du Kremlin

Le plan magistral du Kremlin de convertir l'Europe orientale en un *hinterland* pro-russe n'est pas entièrement réalisé par ses pillages, sa politique consistant à extraire le maximum de réparations et de butin, et le régime policier réactionnaire qu'elle impose. De plus, l'Armée rouge entra en Europe comme promoteur de nouvelles relations sociales économiques. Ceci a été démontré par le programme social révolutionnaire que les staliens ont mis à exécution dans toute la zone soviétique, illustré par la réforme agraire et la nationalisation de l'industrie. En 1939, Trotsky expliqua que le Kremlin serait forcé d'étendre sa base sociale et économique aux territoires nouvellement incorporés de la Pologne orientale et des Pays baltes. Non pas à cause de la dévotion du Kremlin à la soviétisation, mais parce qu'il ne pouvait tolérer l'existence d'une autre classe dirigeante à l'intérieur de ses frontières. Pour garantir son propre régime, il était forcé d'exproprier les propriétaires fonciers et les capitalistes des contrées nouvellement incorporées, et de nationaliser la terre aussi bien que l'industrie, pour les conformer au reste de l'économie de l'U.R.S.S.

Le Kremlin, cependant, n'osa pas essayer d'incorporer la moitié de l'Europe à l'U.R.S.S. à la fin de cette guerre. Pour des raisons évidentes. D'abord, cela aurait pu mener à de dangereuses perturbations de sa propre direction policière sur les peuples soviétiques et encombrer le régime d'insolubles difficultés nationales. Deuxièmement, ce qui est décisif, il n'osait pas le faire — face à l'opposition de l'impérialisme occidental.

Mais bien qu'il se vît incapable d'incorporer à l'U.R.S.S. les pays de l'Eu-

rope orientale, il ne pouvait pas non plus tolérer l'existence des vieilles classes dirigeantes, violemment antisoviétiques, qui étaient fermement rattachées à l'Occident. Les oligarches du Kremlin essayèrent de résoudre ce dilemme en encourageant et en déclenchant une révolution partielle et dirigée dans les pays occupés. La révolution, et les nouvelles relations sociales économiques qu'ils créèrent, étaient destinées à balayer les vieux groupes dirigeants, à établir une nouvelle classe indépendante de fermiers propriétaires dans la campagne, liée au nouveau régime et lui étant reconnaissante (à la manière de la paysannerie française après la grande Révolution française) ; à placer les principaux leviers du pouvoir économique dans les mains des nouveaux Etats et à créer de nouvelles bureaucraties qui seraient dépendantes du Kremlin et loyales envers lui. Staline, avec le temps, a acquis de plus en plus confiance en sa capacité de se moquer du processus historique ; et, là où il possède un pouvoir militaire ou policier, de le manipuler directement et de le contrôler. En mettant en mouvement cette vague partielle et dirigée, Staline croyait qu'elle pourrait faire son jeu. Les vieilles cliques dirigeantes seraient détruites ; de nouveaux Etats — ni capitalistes ni soviétiques — seraient le jour, dépendant complètement du Kremlin et fermement rattachés à lui ; et l'impérialisme occidental serait suffisamment trompé et mystifié pour n'avoir plus qu'à s'incliner devant le fait accompli. Il apparaît clairement, par l'uniformité des mesures adoptées : épuration des vieilles bureaucraties profascistes, expropriation des grandes propriétés foncières et partage de la terre parmi la paysannerie, formation de ca-

binets de coalition, nationalisation des banques et des institutions de crédit, que les autorités occupantes de l'Armée rouge et les staliens indigènes travaillaient d'après un plan magistral précédemment conçu. Ce n'est que dans le cas de la nationalisation de l'industrie que se présentera une grande disparité de pays en pays ; ce n'est qu'ici que les gouvernants du Kremlin agissent de façon empirique, réglant leur action d'après les développements et les besoins particuliers.

La manière, différente de celle de l'Ouest, d'envisager la question des classes dans l'Est apparut clairement dès le commencement, par la façon de procéder à l'épuration des bureaucraties profascistes et des collaborateurs. A travers toute l'Europe occidentale, les gouvernements dominés par les bourgeois étouffèrent l'« épuration » ; les tribunaux, dirigés par les vieux bureaucrates, ajournèrent et firent traîner les choses autant que possible, se félicitant de leur indulgence envers les profascistes. Et, aussitôt que les masses furent fatiguées, leur colère calmée, on coupa court à toute « épuration ». Le cas de l'Europe orientale fut bien différent. Ici, les institutions d'Etat coopèrent à fond avec les milices et les groupes de Résistance. Les coupables furent promptement jugés et les sentences exécutées en un rien de temps. En Bulgarie, par exemple, on jugea onze mille « criminels de guerre ». Presque trois mille d'entre eux, parmi lesquels on comptait des ex-régents, des ministres d'Etat et de nombreux députés, furent condamnés à mort, et la sentence promptement exécutée. Les différences de classes bien nettes entre les « épurations » de l'Europe orientale et de l'Europe occidentale ne devraient pas être perdues de vue, parce que ici, comme dans tous les cas et tous les domaines, les staliens firent des amalgames, fusillèrent des ouvriers oppositionnels de pair avec de vrais collaborateurs fascistes, protégèrent d'autres fascistes et leur donnèrent de hauts postes dans le gouvernement, accomplirent toute l'offensive sous d'écœurantes formules nationalistes et utilisèrent les épurations pour consolider leur propre régime policier. Dans l'Ouest, bien qu'on fit grand bruit autour des « épurations » et des « collaborateurs », les grands capitalistes se sentaient à l'abri et continuèrent leurs machinations et leurs intrigues contre le peuple. Dans l'Est, les grands capitalistes et propriétaires s'enfuirent à l'approche de l'Armée rouge.

Le caractère de la bureaucratie stalinienne se révèle encore une fois par ceci. D'une part, elle ne peut tolérer l'existence de groupes capitalistes puissants ; elle mine la structure de classe capitaliste. D'autre part, elle doit étouffer les masses et leur imposer un régime dictatorial. Dans les conditions différentes de l'Europe orientale, le Kremlin répète le mécanisme essentiel de son gouvernement à l'intérieur de l'U. R. S. S.

Les réformes agraires

De pair avec l'épuration des vieux bureaucrates capitalistes, tous les nouveaux gouvernements exproprièrent les domaines terriens et, par là, détruisirent la classe semi-féodale des propriétaires fonciers en Europe orientale. Cette révolution agraire — tâche de la révolution bourgeoise — les classes dirigeantes de l'Europe orientale prouvèrent qu'elles étaient incapables de l'ac-